Après trois mois de luttes, la trahison des directions syndicales a bloqué la dynamique vers la grève générale et conduit à une nouvelle série de défaites. Pour que la prochaine vague de luttes inévitable soit victorieuse, il faut construire une direction révolutionnaire !

La crise s'approfondit

Les effets de la crise économique s'approfondissent en France comme dans le reste du monde. Tout un chacun le savait déjà, mais c'est maintenant officiel : la France s'installe elle aussi dans la récession. L'INSEE a revu à la baisse ses propres chiffres pour la fin 2008, annoncé que le PIB (Produit Intérieur Brut) avait reculé d'1,5% au quatrième trimestre 2008 et d'1,2% pour le premier trimestre 2009. Pour cette année, même le gouvernement reconnaît que la récession sera pire que ce qu'il prévoyait : – 3% selon lui, bien plus selon certains experts. Pour les travailleurs, cela signifie d'abord une accélération des destructions d'emplois : déjà 138 000 au premier semestre, autant que durant toute l'année 2008. Depuis octobre, le nombre de chômeurs supplémentaires s'accroît de 3 000 chaque jour et le taux de chômage est passé de 7 à plus de 8% en moins d'un an. C'est l'industrie qui est la plus touchée, avec une multiplication des fermetures d'usines et des licenciements.

Pour l'avenir proche, aucune reprise n'est attendue. Au contraire, les effets de la crise en France comme dans le monde seront bien pires encore qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Certes, la France a été frappée pour le moment de façon moins dure que les autres pays impérialistes (États-Unis, Japon, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni…), notamment parce que ses banques possédaient moins d'« actifs pourris » que d'autres et que le secteur non marchand y a un poids particulièrement important. Cependant, les investissements n'en sont pas moins en forte baisse (– 3,2% au premier semestre 2009), de même que les exportations (– 4,7% au quatrième trimestre 2008). De plus, l'État a volé au secours des banques et des grands trusts industriels à coups de milliards, mais cela a fait exploser les déficits publics : l'opération ne pourra pas être renouvelée au même niveau et les risques d'effondrement sont d'autant plus grands qu'ils ont été contrés jusqu'à présent de cette façon artificielle. En outre, ce sont surtout les intérimaires qui ont été massivement licenciés jusqu'à présent, mais il n'y en aura bientôt plus dans les entreprises touchées par la crise : ce sera alors au tour des travailleurs en CDI d'être jetés massivement à la rue. Enfin, les dispositifs des lois Aubry qui avaient introduit la flexibilité pour compenser (en faveur des patrons) la baisse annuelle du temps de travail, ont permis d'amortir le choc dans bien des entreprises par l'utilisation des jours de congé épargnés pour éviter ou limiter le

chômage technique ; mais cet expédient sera lui aussi bientôt épuisé, le chômage technique généralisé et les licenciements multipliés.

Après les 29/01 et 19/03, une victoire n'était possible que par la grève générale

Mais les travailleurs n'ont pas attendu longtemps pour montrer leur refus de payer la crise des capitalistes, pour lui résister :

- Dès le 29 janvier, et de nouveau le 19 mars, des millions de travailleurs ont fait grève et manifesté.
- En Guadeloupe et en Martinique, une grève générale déterminée a permis aux travailleurs d'infliger une première défaite au patronat et au gouvernement et, depuis la signature de l'accord Jacques Bino, de nombreuses grèves sont menées à la fois pour son application au maximum d'entreprises et contre les licenciements provoqués par la crise, voire par la volonté de vengeance de certains patrons.
- Dans la plupart des universités, une mobilisation auto-organisée des enseignants, personnels BIATOS et étudiants a duré pendant trois mois, avec des blocages plus ou moins longs dans une quarantaine d'entre elles (cf. ci-dessous l'article de bilan d'Anne Brassac).
- Dans les hôpitaux, les journées d'action des 10 février, 5 mars et 28 avril ont été des succès.
- Une partie des postiers du 92 ont fait grève pendant deux mois et demi contre le projet « Facteur d'avenir » qui détériore gravement leurs conditions de travail, avec des AG quotidiennes, des actions radicales (occupations de sièges de l'entreprise) et un début d'extension au 91.
- Les électriciens et gaziers ont été en grève reconductible pendant huit semaines au niveau national ; si elle est restée minoritaire, cette grève est d'une grande importance par son caractère offensif, la détermination des travailleurs et notamment des jeunes, leur tendance à l'auto-organisation, leurs actes de blocage, d'occupation et de coupures (cf. l'article de Frédéric Traille).
- Enfin, un fait particulièrement marquant de la période, très prometteur pour la suite, a été une première série de luttes ouvrières dans les usines, avec des actions radicales comme des séquestrations de patrons, mais aussi des grèves déterminées, reconductibles et auto-organisées, parfois victorieuses (cf. l'article de Danièle Cobet).

Tous ces faits prouvent que les travailleurs sont prêts au combat et qu'ils entrent en lutte dès que l'occasion s'en présente, que ce soit par une explosion spontanée de colère ou à l'initiative de militants combatifs. Mais ces luttes sont restées dispersées, secteur par secteur, voire entreprise par entreprise. Or il est évident que, face à la crise du capitalisme et à la politique de Sarkozy, il n'est pas possible d'arracher des victoires importantes sans lutter tous ensemble en même temps. Tout au contraire, l'absence de convergence des luttes débouchant sur une grève générale ne peut conduire qu'à la défaite de tous. En cette période de crise plus encore qu'auparavant, il

n’y a pas de voie médiane entre la victoire et la défaite.

La trahison des directions syndicales explique le reflux et les défaites en mai

Le principal obstacle que rencontrent toutes les luttes des travailleurs, c’est la politique des principales directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU) qui, tout comme leurs amis des partis réformistes (PCF et PG — sans parler du PS, parti purement et simplement bourgeois), bloquent la convergence des luttes et refusent l’objectif de la grève générale. Elles préfèrent en effet défendre des « revendications » parfaitement floues, participer aux « concertations » avec le patronat et le gouvernement et appeler à des « journées d’action » espacées, sans la moindre perspective. Après le succès massif du 29 janvier, elles n’ont donné aucune suite, mais sont allées rencontrer Sarkozy pour proposer quelques mesures d’accompagnement social à son prétendu « plan de relance » capitaliste. Bien que même ces mesures aient été rejetées par le gouvernement, les directions syndicales n’ont pas appelé les travailleurs à redescendre dans la rue avant le 19 mars. Puis, malgré le nouveau succès de cette journée, elles ont de nouveau refusé de lui donner une suite, appelant seulement les travailleurs à manifester le 1er mai, comme chaque année. Elles nous ont enfin annoncé une nouvelle journée d’actions dispersées le 26 mai (sans appel interprofessionnel à la grève) et une autre le 13 juin (un samedi !)…

Or cette stratégie de trahison éhontée a permis au patronat et au gouvernement de tenir face à la montée des luttes, de maintenir leurs plans et leurs « réformes » dans tous les secteurs. C’est ainsi que, après la montée des luttes qui a caractérisé la séquence fin janvier-fin avril, ouvrant concrètement la perspective de la grève générale, un reflux de la lutte de classe a marqué le mois de mai :

- Dès le 1er mai, le nombre de manifestants était trois fois moindre que les 29 janvier et 19 mars, moins à cause du week-end prolongé qu’en raison de la lassitude

inévitablement engendrée par la succession de journées d'action sans perspective.

- Les grèves dans le privé ont été moins nombreuses et moins spectaculaires en mai qu'au cours des mois précédents, avant tout parce que les travailleurs des usines qui se sont mobilisés dans les entreprises qui ferment ou licencient se sont retrouvés isolés, sans plan d'action national des directions syndicales, sans coordination entre les usines, sans point d'appui politique pour joindre leurs luttes aux autres.
- Dans l'enseignement supérieur, l'approche de la période des examens a fourni le prétexte à l'offensive du gouvernement et des présidents d'université contre le mouvement, et les directions syndicales (SNESup-FSU, FERCSup-CGT, SNPREES-FO, UNEF…) l'ont trahi purement et simplement en appelant à la tenue des examens : alors que la menace de grève jusqu'au bout aurait pu faire flancher le gouvernement, c'est lui qui a gagné la lutte, infligeant une grave défaite aux universitaires et aux étudiants (la deuxième en un an et demi après celle du mouvement de l'automne 2007 contre la loi LRU).
- Dans les hôpitaux, les directions syndicales, après avoir longtemps soutenu la loi Bachelot, ont refusé d'appeler à la grève les personnels, laissant les professeurs de médecine diriger le mouvement, alors que cette catégorie n'a ni la force sociale, ni la conscience politique qui puissent permettre l'abrogation de la loi (si quelques-uns contestaient la loi elle-même au nom de principes humanistes justes, la majorité en contestait seulement certains aspects, notamment l'atteinte à leur propre pouvoir, et ont abandonné leur contestation dès que le gouvernement leur a fait quelques concessions minimes).
- Quant à la grève reconductible des électriciens et gaziers, c'était sans doute la plus prometteuse car elle était une grève ouvrière, menée par des jeunes et, contrairement aux autres, d'emblée offensive (avant tout pour les salaires et les conditions de travail) ; mais elle ne s'est pas heurtée seulement aux huissiers envoyés dans les centres pour empêcher les blocages et aux diverses opérations de police : elle a surtout été sciemment isolée par la direction hégémonique de la CGT, qui a refusé d'appeler à son extension et n'a en fait soutenu que des actions partielles, voire symboliques, qui ont rendu ce mouvement largement invisible.

C'est donc par une série de défaites que se termine le mois de mai, après un cycle de luttes pourtant massif et prometteur qui a permis de poser concrètement, pendant plusieurs semaines, la question de la grève générale. Globalement, les directions syndicales sont parvenues à canaliser la colère des travailleurs et ceux-ci, faute d'une direction alternative, révolutionnaire, n'ont pas réussi à les déborder de manière massive, même si chaque lutte a supposé un débordement spontané partiel (auto-organisation des universitaires et des étudiants, séquestrations et autres actions dures

des ouvriers, grève reconductible et coupures sauvages des électriciens et gaziers, etc.). Grâce aux directions syndicales qui l'ont protégé dans la tempête, le gouvernement se sent maintenant assez fort pour réprimer fortement les étudiants, les universitaires, les électriciens et gaziers, y compris les syndicalistes, franchissant un pas de plus dans sa violence de classe — sans d'ailleurs que les directions syndicales s'en indignent, au-delà de communiqués symboliques. Sarkozy a été propulsé au pouvoir par la bourgeoisie (au moyen tactique d'un discours populiste) pour faire face mieux que ses prédécesseurs à la résistance des travailleurs ; il tient à montrer à ses maîtres capitalistes qu'il saura maintenir l'ordre durant la crise.

Comment préparer les prochaines luttes ?

Cependant, le développement de la crise et l'aggravation des attaques du gouvernement vont inévitablement produire de nouvelles luttes, des grèves et des actions qui vont tendre à se radicaliser spontanément. Il s'agit d'y participer en tirant les leçons des défaites subies. La principale leçon est que, pour gagner, les luttes ont besoin d'une direction alternative à celle des bureaucraties syndicales et des partis réformistes qui les trahissent. Cette direction ne peut être que celle d'un parti révolutionnaire. Pour la construire, il faut élaborer un programme de transition qui parte des revendications immédiates mises en avant par les travailleurs et qui débouche sur la seule conclusion anticapitaliste cohérente et conséquente possible : seule la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés pourra empêcher que les capitalistes nous fassent payer leur crise, en les mettant hors d'état de nuire, en les expropriant et en reconstruisant l'économie et toute la société sur la base des besoins humains collectivement définis.

Le NPA doit adopter une orientation révolutionnaire et centralisée

Pour nous, Tendance CLAIRE du NPA, il est donc urgent d'œuvrer à la clarification du programme trop ambigu de notre parti, dont découle son orientation incohérente et inconséquente dans les luttes. Cela ne signifie nullement qu'il faille s'en tenir à une pure propagande théorique pour la révolution. Au contraire, seul un programme de transition révolutionnaire permettrait de définir aujourd'hui, dans une situation qui n'est pas encore révolutionnaire, mais où la crise du capitalisme provoque un regain de la lutte de classe, une orientation concrète efficace pour les luttes immédiates.

En particulier, il faut cesser de rechercher de vains accords avec les sommets des partis de la gauche institutionnelle (PS compris !), comme l'a fait le NPA à la veille de chaque journée d'action en s'alignant sur le moins-disant, c'est-à-dire nécessairement sur les conditions posées par le PS pour sa signature. Il faut au contraire mettre en œuvre une véritable politique de front unique ouvrier, qui ne parte pas des conditions posées par le PS ou même par le PCF et le PG, mais uniquement des revendications

immédiates vitales de la classe ouvrière *(zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, paiement à 100% du chômage partiel, répartition des heures de travail entre tous, 300 euros pour tous et indexation des salaires sur les prix, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans papiers…)* et qui débouche sur le seul « plan d'urgence » réaliste, celui de la grève générale pour stopper le patronat et Sarkozy (ce qui ouvrirait immédiatement une tout autre situation, favorable au déferlement de la lutte de classe et à une crise politique majeure au sommet de l'État).

Le NPA a certes proposé une « marche contre les licenciements », mais cela reste aujourd'hui un vœu pieux. Sur ce plan, il faut que le NPA accepte de rencontrer le seul autre parti qui se prononce pour une initiative comparable, le POI, quoi qu'on en pense par ailleurs (au-delà notamment de ses calomnies contre O. Besancenot et le NPA, car une politique unitaire se mène en fonction des besoins de la lutte de classe). Il faut cependant faire valoir, à l'encontre de l'illusion entretenue à la fois par le POI et le NPA, qu'il ne s'agit pas de prétendre obtenir une « loi » du gouvernement Sarkozy qui interdirait les licenciements : seul un gouvernement des travailleurs pourrait imposer une telle loi en s'appuyant sur la mobilisation des masses ; l'axe du combat immédiat pour le front unique ouvrier est de *bloquer* les licenciements par la lutte de classe, en se battant pour la grève générale. De plus, contrairement à ce que veut le POI, une manifestation nationale contre les licenciements n'est pas un but en soi ; mais elle serait un moyen très important pour aider les travailleurs qui subissent les licenciements à s'unir, à centraliser leur résistance contre le siège du MEDEF et contre le gouvernement, à éprouver leur force, à faire pression sur les directions syndicales et les réformistes, en un mot à préparer politiquement les conditions de la grève générale à venir.

Il faut donc décider au niveau national que l'ensemble des militants NPA se battent sur cette orientation et qu'ils apportent une aide systématique à la mise en place de structures d'auto-organisation pour les luttes, notamment des coordinations inter-usines, inter-secteurs et interprofessionnelles. En particulier, il faut défendre auprès des ouvriers en lutte contre les licenciements et le chômage technique (à commencer par ceux de l'industrie automobile, des équipementiers et sous-traitants) l'objectif d'une Coordination nationale interprofessionnelle des délégués des travailleurs en lutte. Cette proposition doit être soumise tout particulièrement aux camarades de Lutte ouvrière, dont l'implantation dans les entreprises est importante et qui participent activement aux luttes, mais sans proposer la moindre initiative politique, que ce soit en termes de plate-forme revendicative unifiante, de coordination des usines en lutte ou d'action centralisée.

La détermination, le volontarisme et le centralisme choisis par la direction du NPA pour réussir la campagne électorale (multiplication des réunions publiques, diffusions nombreuses et massives, appel quotidien des militants pour qu'ils participent activement à la campagne…) auraient dû être mis en œuvre dans et pour les luttes depuis le congrès de fondation. La direction du NPA aurait pu et dû impulser au niveau

national, de façon résolue et systématique, le combat de tout le parti pour la convergence des luttes, contre la politique des directions syndicales, pour l'auto-organisation et la coordination des travailleurs, notamment pour la multiplication de comités pour la grève générale. Tirons-en les leçons en adoptant une orientation révolutionnaire et centralisée, seule à même de préparer politiquement la prochaine montée vers la grève générale et d'intervenir efficacement, dès maintenant, pour le développement et la coordination des luttes.

Ludovic Wolfgang, le 29 mai 2009